Bobigny (93) : corruption à la préfecture, titres de séjour vendus et fichiers d’État consultés contre espèces

15/10/2025 à 17h00



Pendant plusieurs années, un agent administratif de la préfecture de Seine-Saint-Denis, surnommé « Rico », aurait transformé son bureau en véritable guichet parallèle. Il promettait à ses « clients » des titres de séjour, des permis de détention d’armes ou même l’effacement de leurs antécédents judiciaires. En échange : des enveloppes de plusieurs milliers d’euros en liquide, déposées régulièrement sur son compte. L’affaire éclate début 2024, après un renseignement anonyme transmis à la police de La Courneuve.

Les enquêteurs découvrent que Rico, en poste depuis vingt ans, s’était bâti un réseau d’agents complices : « il ne se privait pas de mettre à contribution ses collègues », reconnaissent plusieurs d’entre eux. Au total, « 46 personnes ont été interpellées », dont une vingtaine d’agents de la préfecture. Chez Rico, les policiers retrouvent des tampons administratifs volés et des dossiers confidentiels. S’ajoute un « faux avocat

» qui facturait jusqu’à 6 000 euros des démarches fictives avant de reverser une part au fonctionnaire.

Les deux hommes, présentés fin septembre 2025 devant le tribunal de Bobigny, sont poursuivis pour corruption et consultation illégale de fichiers. Quatre autres agents comparaissent pour avoir « renseigné leur collègue ». Dans un département déjà miné par la défiance envers l’État, l’affaire laisse une impression d’abandon : au cœur même de la préfecture, ceux censés faire respecter la loi la détournaient à leur profit.

Le Parisien